

IMF OFFICIAL MESSAGE

SPECIAL INSTRUCTIONSTelex No.Date

06/18/09

Fax No.Drafted ByPhone No.Dep/DivRoom No.

MKA

623-7233

OEDAF

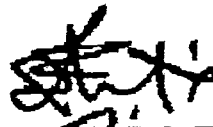
13-538G

Authorized By

L'ADMINISTRATEUR

Authorized By

LAUREAN RUTAYISIRE



Authorized Signature_____
Authorized Signature

Log _____

Initials _____

MONSIEUR LE GOUVERNEUR,

HONNEUR VOUS ANNONCER QUE LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL (FMI) A CONCLU CE MERCREDI 17 JUIN 2009, LA PREMIERE REVUE DU PROGRAMME TRIENNAL APPUYE PAR LA FACILITE POUR LA REDUCTION DE LA PAUVRETE ET POUR LA CROISSANCE (FRPC) DE LA REPUBLIQUE DU CONGO.

EN TERMES DE CONCLUSIONS,

LES MEMBRES DU CONSEIL ONT NOTE QUE LA BAISSSE DE LA DEMANDE EXTERIEURE ET LA CHUTE DES PRIX INTERNATIONAUX DE PETROLE ONT NEGATIVEMENT AFFECTE LES PERFORMANCES ECONOMIQUES ET LES PERSPECTIVES DU CONGO. LES EXPORTATIONS NON PETROLIERES ONT CHUTE ET LES REVENUS DU PETROLE ONT BAISSSE DE FAÇON SIGNIFICATIVE CES DERNIERS MOIS. MALGRE L'ENVIRONNEMENT DIFFICILE, LA MISE EN ŒUVRE

Page 2
REPUBLIQUE DU CONGO

DU PROGRAMME FRPC A ÉTÉ GLOBALEMENT SATISFAISANTE A CE JOUR. LES ADMINISTRATEURS ONT FELICITE LES AUTORITES CONGOLAISES POUR LEUR DISCIPLINE BUDGETAIRE ET LEUR APPROPRIATION DU PROGRAMME. ILS ONT SOULIGNE L'IMPORTANCE DE POLITIQUES MACROECONOMIQUES PRUDENTES CONTINUES ET DES EFFORTS POUR METTRE EN ŒUVRE LES REFORMES STRUCTURELLES EN VUE D'ATTEINDRE LES OBJECTIFS DES AUTORITES.

LES ADMINISTRATEURS ONT ACCUEILLI FAVORABLEMENT LA REDUCTION SIGNIFICATIVE DU DEFICIT BUDGETAIRE PRIMAIRE L'ANNEE DERNIERE, ET LA VOLONTE DES AUTORITES D'AMELIORER DAVANTAGE LA SITUATION BUDGETAIRE CETTE ANNEE. ILS ONT SALUE EN PARTICULIER, LES ACTIONS VISANT A AMELIORER L'ALLOCATION DES RESSOURCES BUDGETAIRES, NOTAMMENT LA REDUCTION DES DEPENSES NON PRIORITAIRES, L'ELIMINATION DES SUBVENTIONS MAL CIBLEES DES PRODUITS PETROLIERS, ET LA DECISION D'UTILISER PLUS DE RESSOURCES PETE POUR FINANCER LES INVESTISSEMENTS PUBLICS. SI LES PERSPECTIVES ECONOMIQUES DEVRAIENT SE DETERIORER DAVANTAGE, LES AUTORITES SERAIENT EN POSITION D'UTILISER PARTIE DE L'EPARGNE AINSI CONSTITUEE POUR OPERER UNE RELANCE BUDGETAIRE. LES ADMINISTRATEURS ONT CEPENDANT INSISTE SUR LA NECESSITE D'OBSERVER LA PRECAUTION ET DE RESISTER AUX PRESSIONS DE DEPENSES A LA VEILLE DES ELECTIONS PRESIDENTIELLES, EN VUE DE RENFORCER DAVANTAGE LA VIABILITE BUDGETAIRE DE LONG TERME.

TOUT EN RECONNAISSANT L'IMPORTANCE DES INVESTISSEMENTS PUBLICS EN INFRASTRUCTURES, LES ADMINISTRATEURS ONT DEMANDE QUE LESDITS INVESTISSEMENTS SOIENT FINANCES A PARTIR DE RESSOURCES INTERNES ET DES EMPRUNTS EXTERIEURS HAUTEMENT CONCESSIONNELS, ETANT DONNE LE RISQUE ELEVE DE SURENDETTEMENT DU PAYS. PLUSIEURS ADMINISTRATEURS ONT REGRETTE QUE LE FINANCEMENT DE LA REHABILITATION DU PORT DE POINTE NOIRE N'AIT PAS ÉTÉ CONTRACTÉ A DES TERMES PLUS CONCESSIONNELS, ET AIT CONDUIT AU NON RESPECT D'UN CRITERE DE PERFORMANCE CONTINU. D'AUTRES ADMINISTRATEURS, NOTANT QUE L'OPERATION DE PRÊT EXCLUT TOUTE GARANTIE DE LA PART DU GOUVERNEMENT, Y ONT VU LA POSSIBILITE D'INTRODUIRE DE LA FLEXIBILITE DANS LA STRATEGIE D'ENDETTEMENT ET DE PRENDRE EN COMPTE LA VIABILITE COMMERCIALE DU PROJET ET SA CONTRIBUTION AU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE DU PAYS. LES ADMINISTRATEURS ONT APPRECIÉ L'ENGAGEMENT RENOUVELE DES AUTORITES A RECHERCHER DES FINANCEMENTS CONCESSIONNELS COMPORTANT AU MOINS CINQUANTE POUR CENT DE PART DE DON, AVEC QUELQUES ADMINISTRATEURS EXHORTANT TOUS LES CREANCIERS CONCERNES A ACCROITRE LA CONCESSIONALITE DE LEURS PRETS AU CONGO. LES MEMBRES DU CONSEIL ONT PAR LA MEME OCCASION

Page 3
REPUBLIQUE DU CONGO

ENCOURAGE LES EFFORTS CONTINUS VISANT A RENFORCER LA GESTION DE LA DETTE, ET A MOBILISER LES RESSOURCES INTERNES A TRAVERS LA REFORME DE LA POLITIQUE FISCALE, AVEC L'ASSISTANCE TECHNIQUE DU FMI.

LES MEMBRES DU CONSEIL ONT SOULIGNE L'URGENCE DE METTRE EN ŒUVRE LE PROGRAMME DE REFORMES VISANT A DIVERSIFIER L'ÉCONOMIE, AMÉLIORER LA COMPÉTITIVITÉ, ET A PRÉSERVER LA RICHESSE PÉTROLIÈRE DU PAYS. ILS ONT ENCOURAGÉ LES AUTORITÉS À ACCELERER LES REFORMES POUR AMÉLIORER LA GOUVERNANCE, LA GESTION DES RESSOURCES NATURELLES, ET LA GESTION DES FINANCES PUBLIQUES. LES ADMINISTRATEURS ONT SALUÉ L'ADOPTION RÉCENTE DU PLAN D'ACTION POUR LA GOUVERNANCE ET LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION, ET SONT EN ATTENTE DE SON APPLICATION DANS LES MEILLEURS DÉLAIS.

LES ADMINISTRATEURS ONT SALUÉ LA VOLONTÉ DES AUTORITÉS DE REDOUBLER D'EFFORTS POUR METTRE EN ŒUVRE LEUR STRATÉGIE DU SECTEUR FINANCIER QUI VISE À AMÉLIORER L'INTERMÉDIATION FINANCIÈRE. ILS ONT NOTÉ QUE LES PRIORITÉS DANS LE COURT TERME DEVRAIENT INCLURE L'APPROVISIONNEMENT DE CRÉDIT AUX PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, L'ÉTABLISSEMENT D'UN BUREAU DE CRÉDIT CENTRAL, ET LA MODERNISATION DU SYSTÈME DE PAYEMENT.

LES ADMINISTRATEURS ONT FAVORABLEMENT ACCUEILLI L'AMÉLIORATION DE LA SITUATION DE LA DETTE EXTERIEURE SUITE AU RÉCENT REECHÉLONNEMENT DE LA DETTE DU CONGO VIS À VIS DES CRÉANCIERS DU CLUB DE PARIS, ET AU RÉGLEMENT FAVORABLE OBTENU AVEC LES CRÉANCIERS LITIGIEUX. LES MEMBRES DU CONSEIL ONT FÉLICITÉ LES AUTORITÉS POUR LEUR DÉTERMINATION À RÉALISER LES DÉCLENCHEURS DU POINT D'ACHEVEMENT FLOTTANT DE L'INITIATIVE PPTÉ RENFORCÉE, ET SONT EN ATTENTE DE VOIR DES PROGRÈS RAPIDES SUR LES ÉTAPES RESTANTES.

DANS MON INTERVENTION DE CLOTURE,

J'AI REMERCIÉ LES ADMINISTRATEURS, LA DIRECTION GÉNÉRALE ET LES SERVICES DU FONDS POUR LE SOUTIEN CONSTANT APPORTÉ À LA RÉPUBLIQUE DU CONGO, ET QUI A PERMIS DE CONCLURE LE PROGRAMME FRPC EN DÉCEMBRE DERNIER. AVANT D'ABORDER DES PRÉOCCUPATIONS SPÉCIFIQUES SOULEVÉES DANS LES DISCUSSIONS, J'AI SALUÉ LES ADMINISTRATEURS QUI ONT DANS UNE LARGE MAJORITÉ RECONNU QUE LES AUTORITÉS ONT DÉMONTRÉ UNE APPROPRIATION SOLIDE DU PROGRAMME

Page 4
REPUBLIQUE DU CONGO

FRPC. RAPPELANT QUE L'APPROPRIATION ET LA CAPACITE A CONDUIRE LES REFORMES ÉTAIT L'UNE DES PLUS SERIEUSES QUESTIONS LORS DE L'APPROBATION DU PROGRAMME EN DECEMBRE 2008, J'AI EXPRIME LA SATISFACTION DE VOIR QUE LES ADMINISTRATEURS ONT RECONNU LES PERFORMANCES DE MES AUTORITES DANS CE DOMAINE.

SUR LA QUESTION DE LA DETTE NON CONCESSIONNELLE CONTRACTEE PAR LE PORT DE POINTE NOIRE POUR FINANCER SES TRAVAUX DE REHABILITATION, TOUT EN RAPPELANT LA VIABILITE ECONOMIQUE DU PROJET, J'AI INSISTE SUR TOUTES LES MESURES PRISES PAR MES AUTORITES POUR S'ASSURER QUE CETTE DETTE SERA EXCLUSIVEMENT SERVIE SUR LES RECETTES DU PORT. J'AI ARGUMENTE POUR DIRE QUE CETTE OPERATION DE PRÊT EST STRICTEMENT COMMERCIALE, BIEN QUE LE PORT SOIT UNE ENTREPRISE PUBLIQUE, ET QUE LE GOUVERNEMENT N'A DONNE AUCUNE GARANTIE DANS LE MONTAGE FINANCIER.

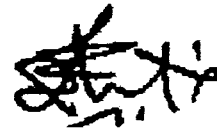
J'AI DE CE FAIT APPELE LE CONSEIL A FAIRE PREUVE DE FLEXIBILITE DANS L'ANALYSE DE LA CONCESSIONALITE ET DE LA VIABILITE DE LA DETTE, TOUT EN REAFFIRMANT QUE LA VOIE ULTIME POUR NOS PAYS DE SOUTENIR LEUR DETTE EST DE GENERER PLUS DE REVENU A PARTIR D'UNE CROISSANCE FORTE SOUTENUE PAR DES INVESTISSEMENTS PUBLICS MAJEURS. ENFIN, J'AI REITERE L'ENGAGEMENT DE MES AUTORITES CONGOLAISES A CONTINUER A RECOURIR A DES FINANCEMENTS HAUTEMENT CONCESSIONNELS ET A RENFORCER LES CAPACITES DE GESTION DE LA DETTE.

EN CE QUI CONCERNE LES PROGRES CONTRASTES RELEVES DANS LES REFORMES EN MATIERE DE GESTION DES FINANCES PUBLIQUES ET DE GOUVERNANCE, J'AI PLUTÔT MIS EN EXERGUE LES ENORMES EFFORTS DE MES AUTORITES QUI ONT GENERE UNE SITUATION BUDGETAIRE ENVIABLE MALGRE LA CHUTE DES REVENUS DU PETROLE. J'AI RASSURE MES COLLEGUES SUR LES REFORMES EN COURS, NOTAMMENT SUR LE NOUVEAU CODE DES MARCHES PUBLICS QUI REQUIERT DES CHANGEMENTS PROFONDS ET D'ENORMES MOYENS FINANCIERS POUR LA MISE EN ŒUVRE. SUR LA GOUVERNANCE, J'AI RAPPELE LES PROGRES REALISES DANS LE SECTEUR DU PETROLE EN MATIERE D'OPERATIONS DE COMMERCIALISATION, DE CLARIFICATION DES RELATIONS ENTRE LA SNPC ET SES PARTENAIRES ET D'AUDIT DES REVENUS PETROLIERS. J'AI AJOUTE QUE LA LOI ANTI-CORRUPTION EN PREPARATION DEVRAIT DAVANTAGE AMELIORER LA GOUVERNANCE ET LA RESPONSABILITE DANS LA GESTION DES RESSOURCES NATURELLES.

J'AI TERMINE MON PROPOS EN SOULIGNANT COMBIEN LE SOUTIEN DU FMI

POURSUIVRE LES EFFORTS AU SERVICE DE LA COOPERATION ENTRE LA
REPUBLIQUE DU CONGO ET LE FMI,

JE VOUS PRIE D'AGREER, MONSIEUR LE GOUVERNEUR, L'EXPRESSION DE MA
CONSIDERATION DISTINGUEE.



LAUREAN W. RUTAYISIRE

ADMINISTRATEUR POUR
LA REPUBLIQUE DU CONGO